



HAL
open science

Le temps des armes. La crise d'Irun au prisme des opérations douanières (guerre d'Espagne, 1936)

Pierre Salmon

► **To cite this version:**

Pierre Salmon. Le temps des armes. La crise d'Irun au prisme des opérations douanières (guerre d'Espagne, 1936). Les Cahiers d'histoire des douanes et des droits indirects, 2024, 80, pp.8-14. hal-04866459

HAL Id: hal-04866459

<https://univ-paris8.hal.science/hal-04866459v1>

Submitted on 27 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pierre Salmon a obtenu le prix Jean Clinquart de l'AHAD en 2023 pour sa thèse de doctorat, soutenue le 18 octobre 2021 à l'université de Caen-Normandie sur « "Des armes pour l'Espagne" : analyse d'une pratique transfrontalière en contexte d'illégalité (France, 1936-1939) ». Cette thèse a été publiée cette année sous le titre de *Un antifascisme de combat. Armer l'Espagne révolutionnaire (1936-1939), aux éditions du Détour*. Il est disponible à la boutique de l'AHAD.

Le temps des armes. La crise d'Irun au prisme des opérations douanières (guerre d'Espagne, 1936)

Au début du mois de septembre 1936, la ville basque d'Irun est tout juste tombée aux mains d'insurgés militaires que des massacres s'y déroulent. L'affaire met la France en émoi. Depuis la mi-juillet, une guerre oppose des putschistes à un gouvernement républicain de gauche. L'insuccès du coup de force des rebelles dans une grande partie du pays a ouvert la voie à une guerre de grande ampleur – elle durera presque trois ans – entre des forces conservatrices et le camp républicain, qui réunit d'autre part les gauches révolutionnaires et modérées ainsi que différentes organisations régionales. Après quelques semaines, l'avancée des troupes rebelles coupe le territoire républicain en deux. Au sud-ouest des Pyrénées, la ville d'Irun, voisine d'Hendaye, reste le seul point d'approvisionnement terrestre avec la France. Prise d'assaut depuis la mi-août par les troupes dirigées par Alfonso Beorlegui, la ville tombe, faute de munitions. Du Pays basque aux Asturies, une large frange stratégique et richement dotée en industrie se trouve encerclée jusqu'à sa prise totale par les rebelles de juin à octobre 1937. La chute d'Irun, le 5 septembre 1936, constitue un premier tournant dans cette offensive.

Le conflit déborde très rapidement de ses frontières. Compte tenu de l'aide de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste au camp insurgé, d'un côté, et des soutiens des gauches européennes à l'Espagne républicaine, de l'autre, cette guerre se transforme rapidement en symbole de la lutte entre fascistes et antifascistes. En France, où l'affaire espagnole passionne à gauche comme à droite, la crise d'Irun attise les tensions. L'historien Pierre Laborie a

montré que la réception du conflit en disait souvent plus sur la France que sur l'Espagne : totalement intégrée aux luttes politiques hexagonales, la question espagnole n'était pas analysée selon ses spécificités, mais servait surtout à rejouer les divisions et craintes politiques intérieures¹. Pour Irun, la question est d'autant plus vive dans la mesure où la chute de la ville survient au moment où la France choisit de ne pas soutenir matériellement le camp républicain.

Lorsque la guerre éclate, un gouvernement de Front populaire vient d'être élu. Son président du conseil Léon Blum accorde d'abord son aide aux délégués de la Seconde République, mais il limite vite son soutien, à la fin du mois de juillet². La cession, rendue possible par la clause secrète d'un traité commercial signé en 1935, avait été refusée par crainte d'une guerre civile, sinon mondiale. Pour cette raison, à partir du 1^{er} août, la France ébauche un projet de « non-intervention » qui est progressivement rejoint par les différentes nations européennes, qui intègrent un comité éponyme. Ébauchée dès août 1936 par les démocraties française et anglaise, cette initiative entend freiner le soutien de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste aux militaires insurgés bientôt dirigés par Franco. Le comité mis sur pieds en septembre 1936, à Londres, devient rapidement un symbole d'impuissance, voire d'inaction.

La crise d'Irun, qui survient au moment même des discussions pour la mise en place de la « non-intervention », peut servir d'observatoire aux ressorts de cette politique. Cette analyse ne peut en aucun cas servir de projection

1 Pierre Laborie a ébauché cette idée dans : Pierre Laborie, « Espagnes imaginaires et dérives pré-vichystes de l'opinion française, 1936-1939 » dans Jean Sagnes et Sylvie Caucanas (éds.), *Les Français et la guerre d'Espagne : actes du colloque tenu à Perpignan les 28, 29, et 30 septembre 1989*, Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan, 2004, p. 89-99 (première édition en 1990).

2 Pour un récit détaillé, voir par exemple : Ángel Viñas, *La soledad de la República: el abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*, Barcelone, Crítica, 2006, p. 29 et suiv. ; Frédéric Monier, « Le désengagement des démocraties : l'invention française de la non-intervention » dans Jordi Canal et Vincent Duclert (éds.), *La guerre d'Espagne : un conflit qui a façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 106-116.



.....► Une contre-attaque républicaine avant la prise d'Irun par les rebelles (été 1936) - © Wikimedia Commons

aux évolutions postérieures, en particulier concernant le « relâchement » de cette politique à compter de l'été 1937³. Elle éclaire cependant les obstacles et hésitations qui se posent d'emblée dans la régulation d'un phénomène aux fortes retombées politiques intérieures et internationales. De fait, la question d'Irun sert à interroger les conflits entre des ministères qui se disputent la gestion de la question espagnole. À cela s'ajoutent les considérations qui entrent en ligne de compte, notamment celles d'agents chargés du contrôle, en particulier ceux des Finances. Dès lors, cette contribution apportera des précisions à notre connaissance de la gestion du phénomène par les douanes déjà bien connue grâce aux travaux de Jean Clinquart⁴. Il convient pour cela de détisser les accusations mutuelles autour d'une crise qui, en son temps et durant les décennies suivantes, a nourri de nombreuses polémiques.

Le récit des fautes mutuelles

La bataille d'Irun survient à un moment où une partie de la gauche française dénonce vertement les conséquences de la politique française de neutralité, y compris à l'intérieur de la coalition de Front Populaire. Cette querelle intérieure originelle explique la position ultérieure de témoins qui accusent la France de ne pas avoir agi, ou si peu.

Homme de confiance de Léon Blum, l'ancien cégétiste Gaston Cusin est un témoin de première importance de l'aide à l'Espagne républicaine. Placé à la tête de différents cabinets sous le Front populaire, en particulier aux Finances et à la coordination des services de la présidence du Conseil, il est chargé de coordonner officiellement l'aide matérielle à l'Espagne en lien direct avec les républicains espagnols et les communistes français. Plus tard interrogé

3 Sur ce point : Ángel Viñas, « Las relaciones hispano-francesas, el gobierno Daladier y la crisis de Munich », in *Españoles y franceses en la primera mitad del siglo XX*, Madrid, CSIC, 1986, p. 161-201 ; Ricardo Miralles, « El duro forcejeo de la diplomacia republicana en París », in *Al servicio de la República : diplomáticos y Guerra Civil*, Madrid, Ministerio de Asuntos Exteriores y Cooperación - Marcial Pons, 2010, p. 121-154 ; Pierre Salmon, « Un relâchement introuvable. Marges et applications de la « non intervention » française durant la guerre d'Espagne (1936-1939) », *Relations internationales*, n° 198, juillet 2024.

4 Jean Clinquart, *L'administration des douanes en France de 1914 à 1940*, Paris, Institut de la gestion publique et du développement économique, 2000, p. 311 et suiv.

concernant la prise de la ville par les rebelles, ce dernier considère que celle-ci est le résultat application stricte de la « non-intervention »⁵. C'est une impression partagée par Ángel Ossorio y Gallardo, l'ancien ambassadeur républicain à Paris, entre 1937 et 1938, qui fait référence à un wagon de cartouches bloqué par Léon Blum depuis le début de la guerre civile⁶.

D'autres protagonistes font pourtant part d'un soutien français. Au lendemain de la chute de la ville, Toribio Echevarría, alors délégué à l'ambassade républicaine de Paris, mentionne un wagon passé en transit en direction d'Irun, mais il évoque également des obstacles politiques et administratifs de plus en plus importants⁷. Également impliqué dans cet épisode, le militant communiste André Moine revient sur plusieurs exemples pour contredire l'idée d'une ville tombée à cause de la rétention de wagons de munitions par les autorités préfectorales⁸. D'après lui, c'est une erreur d'aiguillage qui aurait empêché d'effectuer la livraison à temps : restées bloquées à Hendaye, les armes auraient ensuite été embarquées sur le port de Boucau, avant d'être envoyées en Espagne⁹. Luis Jiménez de Asúa, un socialiste placé en intérim diplomatique à Paris durant l'été 1936, fait référence au transfert de vivres et d'armes depuis Barcelone jusqu'à Hendaye grâce à l'aide de Gaston Cusin, alors que ce dernier n'y fait guère allusion¹⁰. Enfin, la presse acquise aux insurgés militaires signale aussi plusieurs livraisons. D'après le *Hamburger Fremdenblatt*, journal nazi, la douane convoie un camion de deux tonnes et demie de munitions avec l'autorisation du préfet de Bayonne, ceci juste avant la chute d'Irun¹¹. *L'Action Française* se plaint des menaces de prison qui pèsent contre ses journalistes qui suivent l'affaire¹². La tension est palpable : le général français Goudot, en mission dans les Basses-Pyrénées,

fait part de campagnes de presse « violentes » à propos de livraisons d'armes à Irun¹³.

Plusieurs incidents prouvent que certains douaniers de la région prêtent leur soutien aux républicains espagnols. Le fort enracinement syndical de gauche de ces fonctionnaires durant les années 1930 laisse à penser qu'ils ont apporté un soutien unanime à la contrebande politique. Dépêché sur place pour observer le contrôle de la frontière, le commandant d'État-major français Guy Schlessler, mentionne « des douaniers [qui] auraient salué le poing levé la délégation communiste conduite par le député Jacques Duclos¹⁴ ». Du côté des insurgés franquistes, les accusations se font plus compromettantes. Ils font en effet savoir qu'après le 20 juillet :

« Cette neutralité défendue par ledit gouvernement n'a, en réalité, jamais été respectée. Depuis le premier moment et dans les formes les plus diverses, elle a été violée, spécialement par la frontière d'Irun, où se sont accrus les envois d'armes et de munitions ainsi que la tolérance et même la complicité des autorités françaises en faveur des rouges, à mesure que la situation de ces derniers devenait plus difficile sur ladite frontière¹⁵. »

De l'aveu même des insurgés, ces actes de complicité restent cependant difficiles à documenter¹⁶.

Le « laisser faire » ou les conseils avisés d'agents en douane ne laissent pas ou peu de traces écrites ensuite exploitables par l'historien. Dans une étude sur les filières de passages d'armes en Catalogne du Nord, André Balent va dans ce sens en précisant que les autorités « étaient tentées de fermer les yeux. Beaucoup de douaniers syndiqués,

- 5 Daniel Blumé, *Cahiers Léon Blum - contribution à l'histoire de la politique de la non-intervention*, Paris, Jacques Enfer, n° 2-3, 1978, p. 74-75
- 6 Ángel Ossorio y Gallardo, « La muerte de Léon Blum », *El Nacional*, 25 août 1944 (au Mexique). Vu dans Archivo Histórico Nacional (AHN), Marcelino Pascua, leg. 10, exp. 8.e.
- 7 Rapport de Toribio Echevarría, les 6 et 7 septembre 1936 à Paris. Archivo General de la Administración (AGA), RE 135, carpeta 5 (« Francia I »).
- 8 André Moine, « Sur les passages d'armes dans les Basses-Pyrénées et les Landes en 1936 », *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, 1986, n° 24, p. 120-123.
- 9 *Ibid.*, p. 124.
- 10 Rapport de Luis Jiménez de Asúa (*sección política*), 21 septembre 1936. Archivo de la Fundación Indalecio Prieto (AFIP), 2205.
- 11 D'après un rapport de la préfecture de police, septembre 1936. Archives de la Préfecture de police de Paris (APP), BA 1666.
- 12 Il est question de menaces de Léon Blum et de Marc Rucart, garde des Sceaux. « Les trafiquants d'armes du «Front Populaire» - L'affaire des mitrailleuses du Verdon », *L'Action Française*, 30^e année, n° 32, le 1^{er} février 1937, p. 1.
- 13 Mission du commandant Guy Schlessler à la frontière franco-espagnole - région d'Hendaye (septembre 1936). Service Historique de la Défense de Vincennes (SHD), GR 7N² 2463, dossier 1 (cet extrait est sûrement une reproduction d'un rapport du général Goudot, commandant de la 16^e région militaire, adressé au ministre de la Défense nationale (EMA - 2^e Bureau), le 16 septembre 1936 à Montpellier). SHD, GR 7N² 2253, dossier 1.
- 14 *Ibid.*
- 15 Notre traduction (n.t.) : « Esta neutralidad patrocinada por dicho Gobierno, en realidad, no ha sido nunca respetada. Desde el primer momento y en las formas más diversas se ha venido violando especialmente por la frontera de Irún aumentando la intensidad de los envíos de armas y de municiones así como la tolerancia y aun la complicitad de las autoridades francesa en favor de los rojos, a medida que la situación de éstos en la dicha frontera se hacía más difícil ». AGA, *archivo de Burgos*, R 613, exp. 1 «informaciones verificadas al SIM».
- 16 « La grande difficulté de documenter des faits pour lesquels les forces de police et la douane sont les premières complices devra facilement atteindre votre perspicacité ». (n.t.) : « Fácilmente se alcanzara a su perspicacia la gran dificultad de probar documentalmente hechos en que los propios agentes de la autoridad y de la aduana son los primeros cómplices ». Lettre adressée à l'ambassadeur de Grande-Bretagne et au roi d'Italie par le cabinet diplomatique insurgé, le 1^{er} septembre 1936. AGA, *archivo de Burgos*, R 614, exp. 2, «Declaración de la Junta de Defensa sobre conducta del Gobierno francés (sic.)».

adhérents des partis de gauche en faisaient autant. Eux-mêmes participaient parfois aux actions clandestines d'aide à la République espagnole¹⁷ ».

La complicité de douaniers ne doit pas faire d'ombre aux efforts qui sont menés contre les livraisons d'armes à destination du camp républicain. Le communiste André Moine signale que « si les douaniers, en général, étaient acquis à l'idée d'aider les républicains espagnols, tous ne l'étaient pas¹⁸ ». Pour preuve, il cite des militants ayant connu des déconvenues avec la douane de Bayonne au sujet de chargement de contrebande ; l'affaire se conclut par l'arrestation et la condamnation des chauffeurs de camions ayant transporté le matériel de guerre. Des affaires de cette nature ont lieu à l'ouest comme à l'est des Pyrénées. Le 13 octobre 1936, José Hernaez est arrêté à bord d'un wagon à la suite d'un contrôle douanier, en gare de Latour de Carol, dans les Pyrénées-Orientales, avec un chargement de cartouches et de revolvers destinés à des miliciens espagnols¹⁹. L'enquête permet de découvrir que d'autres opérations similaires ont été menées : au cours du deuxième semestre de l'année 1936, il aurait passé une quarantaine de pistolets au sud des Pyrénées. Réalisées pour le compte de la Généralité de Catalogne, ces expéditions rudimentaires sont sévèrement punies par le tribunal de Prades, qui le condamne à 6 mois d'emprisonnement, 500 francs d'amendes auxquels il faut ajouter 19 475 francs au bénéfice des douanes. Les exemples du type, qui restent relativement nombreux, soulignent la fracture qui touche le corps des douanes au moment du conflit. Comme l'a plus tard signalé l'ancien haut-fonctionnaire des Finances René-Pierre Cassou à propos de la posture de ses collègues de droite et de gauche, face au conflit « soit c'était Franco ou les républicains²⁰ ».

Une affaire en millefeuille

Au fond, il semble que les contradictions ou incohérences soient dues à l'existence de plusieurs affaires dans l'affaire. En dehors des actes de contrebande, c'est-à-dire des opérations échappant totalement à la loi, deux livraisons peuvent retenir notre attention.

Une partie se rapporte à des armes expédiées depuis Barcelone via le territoire français, pour ensuite transiter en Espagne. Après quelques jours d'échanges, Jean Herbet, alors ambassadeur auprès de l'Espagne républicaine, communique au consul français à Saint-Sébastien que les forces locales pourront recevoir des armes et munitions si ces dernières sont envoyées sur des camions français et selon la réglementation en vigueur ; ces échanges ont lieu le 12 août²¹. Selon le même principe, le 16 août, au moins un wagon plombé avec des munitions entre par Latour de Carol pour être dirigé sur Irun²². Le 27 août, un autre wagon passe Cerbère et suit le même itinéraire avec 20 caisses de munitions de cartouches. Ce chargement d'une tonne arrive deux jours plus tard en Espagne²³.

Une autre partie des armes passées par Hendaye provient du navire *Le Tourcoing*. Ce bâtiment de la compagnie Wilhelmsen a déchargé 200 mitrailleuses neuves en provenance d'Hambourg, ce dont les insurgés militaires font mention²⁴. Le 2 septembre, ces marchandises, d'un poids de 14 tonnes, sont transbordées dans le port du Verdon, près de Bordeaux. Elles sont effectivement envoyées vers Irun, mais la chute de la ville empêche la livraison²⁵. Dans le port de Boucau, celles-ci étant ensuite embarquées sur le navire espagnol *Donayo* en partance pour Bilbao ; il s'agit d'une livraison à laquelle André Moine fait référence²⁶.

Si elles interpellent la presse ennemie des Fronts populaires, qui crie au scandale, ces opérations sont cependant réalisées dans un strict respect de la légalité. Le commandant Guy Schlessler rappelle que les expéditions depuis la Catalogne sont effectuées en transit international, ce qui reste

17 André Balent, « Les réseaux clandestins d'aide à l'Espagne républicaine en Catalogne du Nord, passages de volontaires et d'armes (1936-1939) », in *Catalans du Nord et Languedociens et l'aide à la République espagnole, 1936-1946 : actes de la journée d'étude de l'association Maitron Languedoc-Roussillon, Perpignan, couvent des Minimes, 7 février 2009*, Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan, 2010, p. 37-51.

18 André Moine, « Sur les passages d'armes dans les Basses-Pyrénées et les Landes en 1936 », *op. cit.*, p. 123-124.

19 Rapport du procureur de la République près le Tribunal de Perpignan adressé au garde des Sceaux, ministre de la Justice, le 24 décembre 1937. SHD, GR 7N² 2132, dossier 2.

20 René-Pierre Cassou (« La guerre d'Espagne », 2-1-11, le 07/02/1992). Archives orales de l'IGPDE.

21 Rapport de Jean Herbet adressé au consul de Saint-Sébastien, le 12 août 1936. Centre d'Archives diplomatiques de Nantes (CADN), 396PO/B 563 2D⁵.

22 Télégramme du préfet de Perpignan adressé au ministre des Affaires étrangères, le 16 août 1936 à 22h. CADN, 396PO/B 563 2D⁴.

23 Copie d'un télégramme du préfet des Pyrénées-Orientales adressé au ministère de l'Intérieur (cabinet), à la présidence du Conseil (cabinet) et aux Affaires étrangères (cabinet), le 27 août à 20h30 (SHD, GR 7N 2595, dossier 1) ; rapport du commissaire divisionnaire de police spéciale à Hendaye, le 29 août 1936 (GR 7N² 2518, dossier 2).

24 Informations du *Servicio de Investigación Militar* (franquiste), le 3 septembre 1936. AGA, R 613, exp. 1.

25 Rapport du procureur général près la Cour d'appel de Pau adressé au garde des Sceaux, le 29 décembre 1936. Archives Nationales françaises (ANF), F⁷ 14677.

26 Un rapport franquiste évoque également le départ de quatre canons de 75 mm depuis le port du Boucau le 6 septembre à bord de l'*Alejandro*, ce à quoi André Moine fait aussi allusion. Ce dernier signale que l'opération est tout à fait régulière. Il est probable que ces canons venaient de Catalogne, mais il est impossible d'en avoir la certitude : Informations transmises par le SIM du camp insurgé à la deuxième section d'État-major, le 7 septembre 1936 (AGA, R 613, exp. 1) ; A. Moine, « Sur les passages d'armes dans les Basses-Pyrénées et les Landes en 1936 », *art. cit.*, p. 124-125.



.....► La guerre civile espagnole : miliciens espagnols réfugiés à Hendaye / Agence Meurisse (via gallica.bnf.fr)

autorisé jusqu'à la publication d'un avis aux exportateurs dans le *Journal Officiel*, le 8 septembre 1936²⁷.

L'administration française se montre même assez pointilleuse concernant le suivi la législation. Le 14 août, un camion est arrêté dans les Pyrénées-Orientales avec trois tonnes de munitions. Visiblement entré sans le plombage de douane, il est renvoyé en Espagne après que le consul républicain de Perpignan a versé 50 000 francs aux fonctionnaires des Finances à titre transactionnel²⁸. Difficiles à mettre en pratique, ces expéditions donnent lieu à de longues procédures qui doivent s'effectuer dans le cadre de la légalité. Le commandant Guy Schlessler mentionne ainsi l'arrestation d'un camion en Béhobie, le 24 juillet, et la condamnation du conducteur à deux mois de prison pour avoir voulu passer des armes en contrebande²⁹. Les mitrailleuses déchargées du *Tourcoing* font l'objet des mêmes considérations. Le parquet signale en effet ne

pas avoir à intervenir à l'encontre d'un transit qui n'était pas interdit avant le 8 septembre et qui, pour deux types d'infractions, ne peut être poursuivi, car ni l'expéditeur ni le destinataire ne se trouvent en France³⁰. Certes, un ordre de Paris est visiblement donné pour laisser passer les armes, mais cela ne constitue pas un soutien inconditionnel des autorités françaises³¹. Faute d'avoir les autorisations nécessaires au transit international, la cargaison est en effet bloquée jusqu'au 4 septembre³². Cette latence empêche la livraison via Hendaye, mais les armes sont ensuite envoyées par navire en toute conformité. En tout état de cause, cette attitude ne contredit pas les anciens protagonistes auprès du gouvernement français, en particulier Gaston Cusin qui affirme avoir toujours réalisé des opérations « d'apparence légale », c'est-à-dire dans le respect des formalités en vigueur³³. À plusieurs égards, le choix d'une marge d'action aussi étroite n'est pas neutre.

27 Mission du commandant Guy Schlessler à la frontière franco-espagnole – région d'Hendaye (septembre 1936). SHD, GR 7N² 2253, dossier 1.

28 Rapport du général Goudot, commandant de la 16^e région militaire, adressé au ministre de la Défense nationale (EMA – 2^e Bureau), le 16 septembre 1936 à Montpellier (SHD, GR 7N² 2598, dossier 1) ; télégramme du préfet des Pyrénées-Orientales adressé au ministre des Affaires étrangères, le 15 août 1936 à 21h50 (CADN, 396PO/B 563 2D⁴).

29 Il s'agit plus probablement du 21 juillet 1936, date d'arrestation d'Ambrosio Lapitz dans les mêmes conditions. Mission du commandant Guy Schlessler à la frontière franco-espagnole – région d'Hendaye (septembre 1936). SHD, GR 7N² 2253, dossier 1.

30 Rapport du procureur général près la Cour d'appel de Paul adressé au garde des Sceaux, le 29 décembre 1936. ANF, F⁷ 14677.

31 Informations provenant du SIM (franquiste), le 3 septembre 1936. AGA, R 613, exp. 1.

32 Les armes sont officiellement destinées à Hodeïda, en Turquie d'Asie, via Port-Soudan. Rapport du commissaire de police mobile Garnung adressé au commissaire divisionnaire de Bordeaux, le 21 novembre 1936. SHD, GR 7N² 2595, dossier 1.

33 D. Blumé (éd.), *Contribution à l'histoire de la politique de la non-intervention*, op. cit., p. 86.

La crainte de la révolution

La précaution qui entoure la gestion de l'épisode d'Irun est finalement emblématique des considérations politiques et diplomatiques du moment. Il en va d'abord des résistances des Affaires étrangères, qui sont particulièrement impliquées dans cette affaire. Dans des échanges postérieurs aux événements, l'ancien ministre des Finances Vincent Auriol présente Yvon Delbos comme le principal obstacle aux livraisons d'armes pour Irun³⁴. D'après lui, ce dernier aurait tâché de retarder les transits autant que possible : en changeant plusieurs fois de formule, il aurait tout fait pour ne pas livrer les armes avant l'échéance du 8 septembre ; en parallèle, il aurait également pressé Léon Blum afin d'empêcher les opérations. Le Quai d'Orsay, pourtant, était tout à fait averti de l'importance capitale d'Irun pour le *Frente Popular*. Le 25 août, un officier du Deuxième Bureau vient au ministère des Affaires étrangères, où il expose que « le maintien du théâtre d'opération Nord est seul capable d'assurer la victoire des gouvernements ; elle exige l'armement du front Irun-Azpeitia et la prise d'Oviedo³⁵ ».

Jean Herbet, l'ambassadeur en Espagne, semble aussi freiner les envois en Espagne républicaine. En contact avec le gouverneur civil du *Frente Popular* de Saint-Sébastien et avec le Quai d'Orsay, il est critiqué par des monarchistes espagnols et un ancien conseiller de l'ambassade, qui l'accusent d'avoir permis le ravitaillement clandestin des forces gouvernementales³⁶. Il a pourtant une part de responsabilité dans le filtrage de l'aide au régime légal. D'après lui, un envoi de Barcelone pour Hendaye ne peut être effectué avec des camions espagnols ; si cela a lieu, il ne pourra pas s'agir en aucun cas de matériel de guerre³⁷. Finalement, il fait part de risques de débordement du conflit en France, si des armes venaient à y transiter, mais le Quai d'Orsay autorise le passage de camions à condition que toutes les formalités légales – notamment le plombage des cargaisons – soient remplies³⁸. Il aura fallu attendre six

jours pour que l'Espagne, régime légal et agressé, puisse accomplir une opération régulière.

Ces difficultés logistiques résultent sûrement de réserves idéologiques. D'après Yves Denéchère, l'ambassadeur français est rapidement envahi par la crainte d'une victoire des « anarchistes » en Espagne, ce qui explique sa circonspection envers le *Frente Popular*³⁹. Par effet de contagion, cette appréhension a peut-être gagné Léon Blum, qui a ensuite fait l'objet de violentes critiques à sa gauche par des militants qui l'accusent d'avoir trahi la révolution en faisant le choix de la neutralité⁴⁰.

Si le coup d'État de juillet 1936 est un échec, il plonge l'État républicain dans une relative paralysie. Une partie du pouvoir passe aux mains des forces prolétariennes, notamment en Catalogne et en Aragon. Cette situation révolutionnaire dans une grande partie du pays a parfois donné lieu à une dissipation du pouvoir étatique républicain. Au début du conflit, elle a même débouché sur des épisodes particulièrement violents lorsque l'ordre révolutionnaire est de mise⁴¹. Cette situation a sans aucun doute nourri l'effroi des sphères dirigeantes françaises, qui ont certainement cherché à se prémunir d'une insurrection qui vient⁴².

Dès lors, les conceptions antirévolutionnaires semblent avoir pesé de tout leur poids dans la décision de « non-intervention ». En soi, rien de nouveau, puisqu'il y a déjà longtemps que des chercheurs ont montré l'importance des biais sociopolitiques dans la perception du conflit. Pierre Laborie insiste justement sur le poids des inconscients de classe comme facteur clivant concernant les *Espagnes imaginées* par la population française, qui voit dans le conflit le révélateur d'un complot « rouge » à venir sur son propre territoire, ou du moins le miroir d'un possible engrenage insurrectionnel⁴³. Il en va de même pour José María Borrás Llop, qui considère que la politique hexagonale en Espagne

34 Lettre de Marcelino Pascua, ambassadeur d'Espagne en France, adressée à Julio Alvarez del Vayo, ministre des Affaires étrangères républicain, le 18 octobre 1938. AHN, Marcelino Pascua, leg. 1, exp. 21.

35 Au Nord, les républicains disposent de troupes, de ports, d'industries métallurgiques et de guerre. Le rapport souligne aussi l'importance de la liaison avec la France. D'après un compte rendu des renseignements transmis par un officier du 2^e Bureau d'EMA français au ministère des Affaires étrangères. SHD, GR 7N 2757.

36 D'après une note de correspondance de la préfecture de police, le 8 septembre 1936 (APP, BA 1664). Le conseiller à l'ambassade Jean-Baptiste Barbier l'accuse d'avoir servi d'intermédiaire en signalant l'état des forces républicaines et leur manque d'armes : Jean-Baptiste Barbier, *Un frac de Nessus*, Rome, Barbier, 1951, p. 610-611. Je remercie Nathan Rousselot d'avoir attiré mon attention sur cette référence.

37 Télégramme de Jean Herbet, ambassadeur de France en Espagne, adressé au consulat de France à Saint-Sébastien, le 7 août 1936 ; communication téléphonique de M. de Charmasse (Quai d'Orsay) à Jean Herbet, le 7 août 1936 à 17h30 ; télégramme du Quai d'Orsay pour Jean Herbet, le 10 août 1936 à 17h30. CADN, 396PO/B 563 2D⁵.

38 Télégramme du Quai d'Orsay à Jean Herbet, le 11 août 1936 à 20h10. CADN, 396PO/B 563 2D⁵.

39 Yves Denéchère, *Jean Herbet (1878-1960) : journaliste et ambassadeur*, Paris, MAE-Peter Lang, 2003, p. 261-262.

40 Voir par exemple les propos du socialiste révolutionnaire Maurice Jaquier, qui relate des échanges qui auraient eu lieu vers le 27 juillet 1936 : Maurice Jaquier, *Simple militant*, Paris, Denoël, 1974, p. 122-123.

41 Environ 60 000 personnes sont assassinées au sein du camp républicain, la majorité dans les premiers mois de la guerre, période de la « terreur chaude » : José Luis Ledesma, « Una retaguardia al rojo: las violencias en la zona republicana », in Francisco Espinosa Maestre (dir.), *Violencia roja y azul: España, 1936-1950*, Barcelone, Crítica, 2010, p. 247.

42 Nathan Rousselot, Pierre Salmon, « Violencias y orden en la retaguardia republicana: el control del territorio como condición del apoyo francés (1936-1939) », dans Pau Casanellas Peñalver, Ricard Martínez i Muntada, Xavier Planell Bonet, et al. (eds), *Insurgencies, representació, memòria: IV Col·loqui Internacional sobre Violència Política al Segle XX*, Barcelone, Memorial Democràtic, 2024, p. 72-94.

43 Pierre Laborie, « Espagnes imaginaires et dérives pré-vichystes de l'opinion française, 1936-1939 », *op. cit.*, p. 93.

est en partie conditionnée par la peur de la contagion révolutionnaire⁴⁴.

Depuis, des chercheurs ont mis l'accent sur la manière dont les biais idéologiques ont influencé la conduite diplomatique française⁴⁵. Cela commence par le conservatisme manifeste de l'ambassadeur français en Espagne, Jean Herbette⁴⁶, ou de celui Quai d'Orsay et de son secrétaire général Alexis Léger. Ennemi avoué de « l'Espagne rouge », ce dernier use de tous les moyens afin que Léon Blum retire son soutien à l'Espagne républicaine⁴⁷. Cela concerne aussi le travail d'information autour des cruautés commises à l'égard des religieux et des notables au sein du camp républicain, qui sont largement relayées par la presse et les diplomates, au contraire des massacres commis par les insurgés militaires⁴⁸. L'abstention française semble à ce titre être animée par la volonté d'un retour à l'ordre, ou du moins d'une mise en quarantaine d'une situation perçue – à tort – comme incontrôlable puisque révolutionnaire.

Conclusion

En dépit des blocages manifestes provenant essentiellement du Quai d'Orsay et d'une partie de l'administration locale, une aide est fournie à l'Espagne républicaine. Ce soutien, effectué grâce à l'intervention précoce de Gaston Cusin, donne lieu à plusieurs opérations douanières. Tardives, ces dernières portent sur des quantités limitées qui, malgré le respect du cadre légal et la discrétion observée,

n'empêchent pas les scandales de presse et les plaintes du régime militaire insurgé. C'est trop tard et trop peu pour sauver Irun.

L'historiographie a souligné les problèmes posés par l'absence de directives claires. Les 7 et 8 août 1936, alors que la France s'appête à s'engager dans la voie de la « non-intervention », des instructions contradictoires gênent par exemple le décollage d'avions Potez et Dewoitine à destination de l'Espagne⁴⁹. Si les consignes de contrôle sont ensuite globalement respectées, des difficultés surgissent à nouveau au moment du « relâchement », à partir de l'été 1937⁵⁰. L'historien Émile Temime souligne à ce titre l'« impuissance des gouvernements successifs à définir une politique, et surtout à l'imposer⁵¹ ». La crise d'Irun, qui est traversée par de multiples hésitations, éclaire un peu plus la politique de « non-intervention ». Parmi les considérations qui entrent en jeu, la peur d'une contagion révolutionnaire fait bonne figure. C'est d'ailleurs une fois l'ordre semble rétabli que la France décide de « relâcher » l'embargo pour assister plus directement la République espagnole⁵². Qu'il s'agisse de la crise Irun ou des épisodes ultérieurs, la politique hexagonale n'a cependant pas la profondeur nécessaire pour être efficace. Comme l'a signalé Jean Zay à propos de l'aide à l'Espagne gouvernementale, le gouvernement français « intervint assez pour se le voir reprocher dans le camp adverse, pas assez pour donner aux républicains un appui efficace⁵³ ».

44 José María Borrás Llop, *Francia ante la guerra civil española: burguesía, interés nacional e interés de clase*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas, 1981, p. 344-351.

45 Nathan Rousselot, « Une légitimation contre-révolutionnaire : les diplomates français face à l'avènement du général Franco (1936-1937) », 20 & 21. *Revue d'histoire*, n° 162, 2024/4.

46 Yves Denéchère, *Jean Herbette (1878-1960)*, op. cit., p. 255-312 (sixième partie).

47 Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, Paris, Flammarion, 2008, p. 368-470.

48 Nathan Rousselot, « Violences et répression dans l'Espagne en guerre (1936-1937) : regard diplomatique, regard orienté ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2020, N°279, n° 3, p. 121-140.

49 26 Dewoitine D 372 et 12 Potez 54 partent en Espagne du 4 au 9 août 1936. Des départs d'avions civils ou militaires désarmés auront lieu les mois suivants. Voir : R. Quatrefoies, « La politique française de non-intervention et le soutien matériel à la République espagnole », art. cit., p. 29.

50 Pierre Salmon, « Un relâchement introuvable. Marges et applications de la « nonintervention » française durant la guerre d'Espagne (1936-1939) », *Relations internationales*, n° 198, juillet 2024.

51 Émile Temime, « 30. L'influence de la Guerre d'Espagne », in Marc Olivier Baruch et Vincent Duclert (dir.), *Serveurs de l'État : une histoire politique de l'administration française, 1875-1945*, Paris, La Découverte, 2000, p. 461.

52 Nathan Rousselot, Pierre Salmon, « Violencias y orden en la retaguardia republicana », op. cit.

53 Couchés sur le papier durant sa captivité, pendant la Seconde Guerre mondiale, ces souvenirs sont publiés après l'assassinat de Jean Zay par la Milice, en 1944. Jean Zay, *Souvenirs et solitude*, Le Roelux, Talus d'Approche, 1987, p. 110.